

# Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2026

1<sup>er</sup> avril 2025  
Français  
Original : anglais

Troisième session  
New York, 28 avril-9 mai 2025

## Vérification

### Document de travail présenté par le Groupe des États non alignés Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

1. Le Groupe des États non alignés Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires réaffirme qu'aux termes du paragraphe 1 de l'article III du Traité, tout État non doté d'armes nucléaires qui est Partie au Traité s'engage à accepter les garanties « à seule fin de vérifier l'exécution des obligations assumées par ledit État aux termes du [...] Traité en vue d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires ».
2. À cet égard, le Groupe réaffirme également l'importance et la nécessité d'un strict respect du paragraphe 3 de l'article III du Traité, qui précise que « les garanties requises par le présent article seront mises en œuvre de manière à satisfaire aux dispositions de l'article IV du [...] Traité et à éviter d'entraver le développement économique ou technologique des Parties au Traité, ou la coopération internationale dans le domaine des activités nucléaires pacifiques, notamment les échanges internationaux de matières et d'équipements nucléaires pour le traitement, l'utilisation ou la production de matières nucléaires à des fins pacifiques, conformément aux dispositions du présent article et au principe de garantie énoncé au Préambule du [...] Traité ».
3. Le Groupe reconnaît pleinement que l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), organisme intergouvernemental indépendant à vocation scientifique et technologique, est la seule autorité ayant compétence pour vérifier que les États Parties respectent les obligations qui découlent des accords de garantie qu'ils ont assumés au titre du Traité, afin d'empêcher que l'énergie nucléaire ne soit détournée de ses utilisations pacifiques vers des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires, et qu'elle est l'organisme référent au niveau mondial en matière de coopération technique nucléaire.
4. Tout en appuyant les activités de vérification de l'AIEA, le Groupe souligne que celles-ci doivent être menées dans le strict respect du statut de l'Agence et des accords de garanties généralisées applicables.
5. À cet égard, tout en insistant sur l'importance des garanties, le Groupe souligne que c'est essentiellement à l'AIEA qu'incombe la responsabilité de maintenir et



d'observer pleinement le principe de confidentialité concernant toutes les informations relatives à l'application des garanties, conformément à son statut et à ses accords de garanties. Étant donné que l'Agence est le seul organisme à recevoir des informations hautement confidentielles et sensibles sur les installations nucléaires des États membres, et compte tenu des incidences regrettables de la fuite de telles informations, il souligne que la confidentialité de ces informations doit être entièrement respectée et que le régime de protection de celles-ci doit être considérablement renforcé. Il considère que les renseignements confidentiels relatifs aux garanties ne doivent en aucun cas être communiqués à une partie non agréée par l'Agence. Il rappelle le paragraphe 38 de la résolution GC(60)/RES/13 de la Conférence générale de l'AIEA, dans lequel la Conférence engage instamment le Directeur général de l'Agence à exercer la plus grande vigilance en veillant à ce que ces informations soient correctement protégées, et le prie de continuer à examiner et à actualiser la procédure établie de protection des informations classifiées relatives aux garanties au sein du Secrétariat.

6. Le Groupe souligne que tous les États membres de l'AIEA sont tenus de se conformer strictement à son statut et que rien ne doit venir compromettre son autorité. Il exhorte en outre tous les États à s'abstenir de toute pression ou ingérence dans les activités de l'Agence, notamment son processus de vérification, qui risquerait d'en compromettre l'efficacité et la crédibilité.

7. Le Groupe insiste sur la nécessité de parvenir à une application universelle du système de garanties généralisées et invite tous les États dotés d'armes nucléaires et tous les États non Parties au Traité à soumettre toutes leurs installations nucléaires aux garanties intégrales de l'AIEA.

8. Le Groupe invite les États dotés d'armes nucléaires à accepter les garanties intégrales. Pour ce faire, un accord devra être conclu avec l'AIEA conformément au statut de l'Agence, à seule fin de vérifier que les États dotés d'armes nucléaires s'acquittent des obligations qu'ils ont contractées aux termes du Traité. Le Groupe estime que cet accord devrait viser à :

a) Garantir le respect rigoureux des obligations contractées aux termes de l'article premier du Traité ;

b) Fournir des données de référence sur le respect des obligations en matière de désarmement nucléaire et empêcher que l'énergie nucléaire ne soit de nouveau détournée de ses utilisations pacifiques et serve à fabriquer des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires ;

c) Garantir le respect rigoureux de l'interdiction de transférer à tous États non Parties au Traité, sans exception, tous équipements, renseignements, matières, installations, moyens et dispositifs se rapportant au nucléaire, pareil transfert étant incompatible avec les dispositions, l'objet et le but du Traité, ainsi que de l'interdiction de fournir à ces mêmes États une assistance dans les domaines des sciences et techniques nucléaires.

9. Conscient de l'importance de l'article III du Traité pour la vérification du caractère pacifique des programmes nucléaires, le Groupe redit que les obligations souscrites en vertu dudit article donnent aux États Parties des garanties crédibles leur permettant d'effectuer des transferts d'équipements, de matières et de technologies nucléaires à des fins pacifiques. Par conséquent, les États Parties au Traité sont invités à s'abstenir d'imposer ou de maintenir quelque restriction ou limitation que ce soit au transfert d'équipements, de matières et de technologies nucléaires à d'autres États Parties ayant conclu des accords de garanties généralisées.

10. Le Groupe souligne le rôle statutaire de l'AIEA en matière de désarmement nucléaire, y compris l'application de garanties aux matières nucléaires provenant du

démontage d'armes nucléaires, et reconnaît la capacité de l'Agence de vérifier les accords de désarmement nucléaire.

11. Le Groupe est fermement convaincu que, pour concrétiser leur engagement sans équivoque d'éliminer totalement leur arsenal nucléaire, les États dotés d'armes nucléaires doivent s'engager à redoubler d'efforts pour éliminer, de manière transparente, irréversible et vérifiable par la communauté internationale, tous les types d'armes nucléaires, déployées ou non, ainsi que les matières connexes qu'ils détiennent, notamment par des mesures unilatérales, bilatérales, régionales et multilatérales. Il prie en outre les États dotés d'armes nucléaires de démanteler ou de convertir à des fins pacifiques leurs installations nucléaires et les équipements connexes servant à produire des matières fissiles destinées à être utilisées dans des armes nucléaires ou d'autres dispositifs explosifs nucléaires.

12. À cet égard, le Groupe est favorable à la mise au point, dans le cadre de l'AIEA, de modalités de vérification juridiquement contraignantes qui permettent de garantir l'élimination vérifiable et irréversible des matières fissiles contenues dans les armes nucléaires ou d'autres dispositifs nucléaires explosifs. Il exhorte de plus la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2026 et son comité préparatoire à étudier ces modalités de vérification juridiquement contraignantes ainsi que les moyens de les mettre en œuvre en vue de réaliser cet objectif.

13. Le Groupe rappelle la mesure n° 16 décidée par la Conférence d'examen de 2010 dans le cadre des recommandations concernant les mesures de suivi et prie instamment les États dotés d'armes nucléaires de s'engager à déclarer à l'AIEA toutes les matières fissiles de qualité militaire et à les placer, dans les meilleurs délais possibles, sous le contrôle de l'Agence ou d'autres arrangements et dispositifs de vérification internationaux pertinents afin de les réaffecter à un usage pacifique et de s'assurer ainsi qu'elles ne pourront plus jamais servir à des programmes militaires. Il prie la Conférence d'examen de 2026 et son comité préparatoire de procéder à une évaluation approfondie du respect de ces engagements, en mettant en place un mécanisme international de suivi de l'application de cette mesure, qui devrait être rendue obligatoire pour les États dotés d'armes nucléaires.

14. Le Groupe demande également la création d'un comité permanent chargé de surveiller et de vérifier les mesures de désarmement nucléaire prises unilatéralement ou en vertu d'accords bilatéraux par les États dotés d'armes nucléaires.